

Les pôles Images & Réseaux, Atlanpole Biothérapie, ID4car et Pôle Mer Bretagne Atlantique, opérateurs des Challenges pour l'Accélération Digitale de l'Ouest s'appuient pour la contractualisation sur les moyens de BPIFrance.

Tableau récapitulatif des subventions et équivalents subventions perçus au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices précédents

L'aide envisagée relève du dispositif exempté de notification préalable auprès de la Commission Européenne et appliquant les articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne soit **le règlement des « de minimis »** - Règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 et publié au JOUE du 24 décembre 2013.

A ce titre, **l'entreprise (ou le groupe d'entreprises*)** doit recenser l'ensemble des aides relevant de ces réglementations, déjà perçues ou octroyées lors de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices précédents.

Cas des « *de minimis* » : leur montant cumulé ne doit pas dépasser 200 000 € sur 3 ans (100 000 € pour les entreprises actives dans le secteur du transport routier).

Les dispositifs d'aide nationaux autorisés par la Commission sont consultables sur le site internet de la DATAR : <http://www.datar.gouv.fr>

L'entreprise * a bénéficié d'aides relevant du règlement
« *de minimis* » : OUI NON

	Exercice fiscal d'attribution de l'aide	Collectivité publique ayant attribué l'aide	Nature de l'aide reçue, notifiée ou en cours d'examen	Montant de l'aide ou de l'équivalent subvention notifié ou indiqué par la collectivité publique ayant attribué l'aide	Nom de l'Entreprise bénéficiaire de l'aide et SIREN *
Aides « de minimis »					
	TOTAL				

[*] en présence de plusieurs sociétés bénéficiaires d'aide dans le groupe d'entreprises, joindre un organigramme avec le % de détention et le numéro de SIREN.

Je soussigné, agissant en qualité de représentant légal de ayant qualité pour l'engager juridiquement, certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent document, une fausse déclaration pouvant entraîner la non recevabilité de la demande.

J'autorise Bpifrance Financement et Bpi-Groupe SA à transmettre à l'Etat et à la Commission Européenne les données d'identification me concernant et toutes informations relatives au projet.

Cachet de l'entreprise

Date :

Nom et signature du Représentant légal